



Section Belgique-Palestine



Mission de la section Belgique-Palestine de l'UIP en Palestine et Israël 28 février – 4 mars 2016 COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA DÉLÉGATION

La Belgique doit s'associer à l'initiative française pour relancer le processus de paix israélo-palestinien au point mort.

Bruxelles, 6 mars 2016

A l'issue de leur mission en Palestine et Israël, les parlementaires belges, membres de la section Belgique-Palestine de l'Union interparlementaire, tirent la sonnette d'alarme.

« Les injustices grandissantes et les humiliations permanentes dont les Palestiniens sont les victimes nous laissent sous le choc. Les conséquences de l'occupation illégale israélienne et de l'expansion des colonies en Cisjordanie sont dramatiques et sont une source de souffrances quotidiennes inacceptables.

Nous avons pu nous rendre compte de la politique menée par Israël que les Palestiniens assimilent à de l'apartheid. Des lois différentes s'appliquent aux colons israéliens de Cisjordanie et aux Palestiniens. C'est ainsi que de nombreux enfants palestiniens, dès l'âge de 12 ans, peuvent être arrêtés et emprisonnés sur décision de tribunaux militaires pour un jet de pierre. Ainsi, selon l'ONG Addameer, en février 2016, 406 enfants palestiniens étaient en prison contre 163 en février 2015.

Certaines routes sont interdites aux Palestiniens, Israël refuse l'octroi de permis de construire et détruit des habitations palestiniennes. En 2016, ce sont déjà 213 destructions qui ont été recensées par l'agence des Nations-Unies OCHA contre 85 pour toute l'année 2015. Des infrastructures financées par l'Union européenne ou la Belgique sont détruites : 55 ont déjà été détruites en ce début d'année 2016 contre 9 en 2015, une accélération inquiétante. Ce 2 mars 2016, des structures financées par l'Union européenne et la Belgique ont d'ailleurs été démolies à Khirbet Tana. Il s'agit notamment des écoles construites pour répondre aux besoins humanitaires.

Tous les regards se portant aujourd'hui sur la Syrie, la résolution du conflit israélo-palestinien est passée à l'arrière-plan. Pourtant l'urgence est grande. En effet, en intensifiant

sa politique de colonisation, Israël « perfore » le futur Etat Palestinien de part en part. Bientôt la solution à deux Etats sera devenue impossible à mettre à œuvre sur le terrain ! Nous devons agir avant d'atteindre ce point de non-retour.

C'est pourquoi, les membres de la délégation condamnent avec fermeté toute forme de violence et demandent le plein respect des obligations internationales et des droits humains.

Nous demandons donc au gouvernement belge de s'associer à l'initiative française dans son ensemble afin de remettre sur les rails un processus de paix aujourd'hui au point mort.

Cette initiative lancée par Laurent Fabius le 29 janvier dernier vise à relancer un effort aujourd'hui paralysé pour résoudre un conflit vieux de plusieurs décennies et pour créer un Etat palestinien coexistant avec Israël. Elle prévoit la formation d'un groupe de soutien international et une conférence internationale à l'horizon de l'été 2016.

Nous déposerons donc une résolution en ce sens au Parlement. »

G. Grovonijs (PS), Présidente de la délégation
V. Van Quickenborne (Open-Vld), Vice-président de la délégation
P. De Bruyn (NVA), Vice-président de la délégation
Brigitte Grouwels (CD&V)
J-M Nollel (Ecolo/Groen),
David Clarinval (MR)

Contact : Gwenaëlle Grovonijs 0476/340046